

2006 ...

A l'aube de cette année nouvelle, permettez-moi, au nom de notre Fédération et personnellement, de vous présenter nos vœux les meilleurs pour vous, vos proches.



Roland Bernard
secrétaire fédération
Seine-Maritime

La réalité en ce début 2006 est marquée par la croissance des inégalités sociales qui se diffusent dans tous les domaines qui font la vie et la société française actuelle.

La crainte que tout s'aggrave avec la poursuite de la politique de la droite et du Medef est manifeste en Seine-Maritime comme dans le pays. C'est palpable de Rouen, au Havre, en passant par Dieppe et son port, Sandouville et Cléon, chez Renault, Saint-Etienne-du-Rouvray, dans l'industrie du papier-carton...

Tout est ordonné autour du profit maximum (plus exactement exorbitant comme en témoigne la Bourse) d'un nombre restreint de possédants. Leur enrichissement continu et arrogant est bâti sur le mépris des conditions de vie et des droits des peuples. Des peuples qui sentent, avec les développements humains, scientifiques et techniques que permet notre époque, les possibilités inédites de satisfaire les besoins dans un monde qui peut être plus sûr, et une planète plus préservée. Mais cela se heurte au système dominant.

Bien sûr, dans cette situation, il y a de la révolte. Mais, disons-le, en rester là n'est pas suffisant.

En effet l'heure est à contribuer à la prise de conscience de masse de la nécessité et de l'efficacité des rassemblements de luttes sociales et politiques pour dire stop à la régression, stop à la droite, stop au libéralisme.

C'est évident, le principe libéral "*de libre circulation du capital*" et son accumulation

aux mains de quelques-uns, "*dans une concurrence libre et non faussée*" est au cœur de la progression de l'inégalité et de sa mondialisation depuis maintenant deux décennies.

A la même date l'année dernière beaucoup pensaient utopique qu'un traité constitutionnel européen illustrant le principe libéral soit recalé. Et pourtant en mai, en France, aux Pays-Bas, ce fut NON (un non majoritaire dans lequel le PCF a confirmé son utilité). L'onde de choc s'est étendue partout en Europe, notamment en Allemagne. Cela monte aussi ailleurs dans le monde, en Amérique du Sud par exemple.

Cela révèle à la fois une volonté plus large des peuples de ne pas se résigner à être la variable d'adaptation toujours sacrifiée et la recherche de voies alternatives rompant avec le libéralisme dominant.

Dès 2006, cette rupture doit être au cœur du débat de notre peuple, particulièrement parmi celles et ceux qui se sentent de gauche. Quels objectifs de progrès sociaux, culturels et environnementaux se fixer pour le changement? Quels moyens financiers pour les réaliser? Où les prendre? Quelle réforme de la République et quels nouveaux droits pour les citoyens et les salariés afin que la politique de toute la gauche rassemblée, sans exception, soit sous le contrôle permanent du peuple?

Le débat est dès aujourd'hui nécessaire. Les luttes ont besoin elles aussi de l'espoir crédible que cela peut et va changer.

C'est le sens de notre action dès ces premiers jours de janvier. Cela participera des choix du prochain congrès du P.C.F.

Bonne année à tous et toutes

Année 2005... rétrospective



de Seine Maritime
L'avenir
 Juin 2005
 N° 9

FAISONS RESPECTER LE CHOIX DES FRANÇAIS

Cinquante-cinq pour cent en France, quarante-cinq en Seine Maritime, le NON au projet de Constitution européenne est sans ambiguïté. Ce vote du 28 mai dernier est historique et va fortement marquer la situation politique en Europe et en France.

Nos constituyants se sont réappropriés la politique et pour bon nombre d'entre eux ont arrêté la grille du vote qu'ils pratiquaient depuis un bon moment. Les ouvriers, les employés, les jeunes et les retraités, les habitants des quartiers populaires ne se sont pas laissés de voter, ils ont bien répondu à la question posée en rejetant la Constitution libérale qui voulait sacrifier la concurrence libre et non faussée.

C'est un grand succès pour les tenants du oui, pour le Président de la République. Et pourtant ce dernier n'est pas obsédé à charger de politique. Il joue aux échecs manœuvrières, forme un tandem exploit pour tenter de colmater les brèches de la crise qui pourrait venir d'être réglée au grand jour.

Pour l'Europe, nos constituyants ont rendu caduque la signature de la France au bas du traité européen.

Notre peuple a dit NON à la directive Bolkestein, NON à celle qui augmente le temps de travail, NON à la privatisation d'EDF/GDF, NON au démantèlement de la SNCF, NON à la loi imposante de la concurrence aux services publics.

Le 16 juin prochain, arrive le sommet européen des chefs d'Etats à Bruxelles. Le Français et celui des Pays Bas devront s'y rendre en espérant la volonté sortie des urnes.

Le meilleur moyen de ne pas voir notre expression déformée de son objectif est de nous mobiliser à gauche pour exiger une réelle renégociation du traité en excluant tout élément qui ne changerait rien sur le fond.

Maintenant il faut être à l'action et au rassemblement. Notre peuple a délivré un message en bouillant la gauche, en lui demandant quelle est enfin le courage et la force d'affronter les puissances d'argent et les dogmes du libéralisme. Le Parti Communiste appelle toutes les forces de gauche à assumer cette immense responsabilité. Façons-le sans exclusion, alors aussi vers les électeurs de gauche qui ont choisi le oui et qui pour autant ne sont pas d'accord avec le libéralisme.

Tiens tous les engagements des mots que nous venons de vivre, mesurons bien la place nouvelle qui vient de prendre le Parti Communiste comme animateur et fédérateur d'un NON de gauche porteur d'espoir en Europe et en France.

Parti communiste français

FRANÇOIS HOLLANDE SE RALLIE AU «NON»
 Lors de son voyage à Madrid, le président de la CF a déclaré sa surprise de son résultat. Page 2

L'Humanité
LE «NON» CENSURÉ!

Dans une revue pédagogique, un débat entre un porteur et un adversaire du projet de constitution est censuré par le ministère. Seul le «non» est publié. Quant à Nicolas Sarkozy, France 2 lui a offert sa «voix» virtuelle pour continuer... Page 3

HOLLANDE CRISE ATQUE POUR LES URGENCES
ALLEMAGNE DES SALAIRES FORCÉS À SE BRADER
ITALIE LE MEZZOGIORNO DELAISSÉ
PARLEMENT LE JOYEUX TEMPS DES COLONIES...





Et une belle fête de l'Humanité comme on en avait rarement vu!

LA CONTAGION PORTO ALEGRE
Le grand gala Forum social mondial se déroule sur trois semaines en janvier 2006. Page 10

L'Humanité

L'UMP NOUS FAIT PERDRE NOTRE TEMPS !

Les 15 heures sont dans la ligne de mire de la droite, à partir d'aujourd'hui à l'Assemblée. Une écranante majorité de salariés refuse leur remise en question. Page 3



ORGANISME A QUOI RESSEMBLERA PARIS ?

IRAQ LE RISQUE D'UN PAYS ÉCLATÉ

SPORT LA VOILE À TOUTE VAPEUR

CAMÉRAS VOYEZ COMME UN VIDEO-DANSE !

FISCALITE LOCALE : LES VASES COMMUNIQUANTS
Le gouvernement transfère les dangers des régions dans les départements. Page 6

Israël-Palestine : deux mères Courage
Une Palestinienne et une Israélienne luttent contre l'apartheid des Israéliens. Page 12

L'Humanité

BANLIEUES

Sarkozy : la stratégie d'un incendiaire

Non seulement le ministre de l'Intérieur ne réagit pas à la violence, mais il l'encourage. Page 11

ALGERIE Hausse du gaz : l'intoxique

LIÉGEOIS Jours et la laïcité

LE DÉPART DE LA CIGARETTE QUI A FUIE BEN BARKA ?

L'Humanité

Carrefour : les salariés en colère

« C'EST NOTRE ARGENT QU'ILS ONT PRIS »

Les 33 millions d'euros versés au PDG pour sa retraite soulèvent un tollé. Des salariés révoquent. Les manes peuplent à 1.000 euros par mois. Page 3

REFERENDUM LE « NON » DE BRUNO SOLÉ

ÉCOLE LES NEUF SAÏES RECALENT FILLON

DEPORTATION IL Y A 60 ANS LA LIBÉRATION DES CAMPS

PARTI2 UN CRACHAT MAL NETTOYÉ

LES INVITES DE LA SEMAINE Pour Florence et Hussein

LES LYCÉENS EN MANIFS AUJOURD'HUI
Ils sont appelés par leurs organisations à défilé ce mardi dans toute la France. Page 10

L'Humanité

EXPULSIONS LOCATIVES ASSEZ !

REFERENDUM LE « NON » À LA HAUSSE

SUCCÈS À CITROËN AULNAY

ALGERIE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN PROCÈS

VOILE LE TGV BRUNO PEYRON

LES MÉLANGES DE FRÉDÉRIC FLAMAND
Le chorégraphe belge travaille à Marie-Claude Péronaglia à la tête du Ballet national de Marseille. Entretien. Page 18




le cahier de l'alternative



25 octobre 2005 forum Dieppe :

ESSAI RÉUSSI !



Mardi 25 octobre 2005, Marie-George BUFFET était l'invitée de la section de Dieppe du PCP pour participer à un forum de lancement et d'explicitation en Seine-Maritime.

Avant de rejoindre les quelque 200 personnes venues à Dieppe, elle a été accueillie par le secrétaire national du PCP à la Halle au Forum et en compagnie de la cadre sur le front de mer de Tripern, pour saluer Marie-GEORGES BUFFET, l'une de la commission et la centrale de relations et d'explicitation avec les experts.

Dans le cadre des débats à Dieppe, les partis, syndicats, organisations présentes ont été sollicités pour proposer brochures, littérature, tracts, ou discuter avec les "visiteurs" sur un thème de forum.

Présentés par Christian CUVILLIER, les participants :

- du PCF : Sébastien JURIEL
- de la CFDT : Sylvain BÉNAUME
- des Alternatifs : François-Xavier GURAND
- du PS : Gérard FLOHÉ
- de la FCFE : Sébastien LEZIN
- du MRAP : François CAYET
- de la C.G.T. : Corinne GIRAUD
- de la C.N.L. : Didier AMBROUARD
- et d'ATTAC : Philippe CLOCHÉRIE

Enchaînant Marie-George BUFFET :

Sébastien JURIEL, ornait la séance en exposant les objectifs et la méthode des forums de Paris : dialoguer avec le public, réunir des témoignages, étudier les attentes, les revendications, créer les conditions d'une perspective politique de véritable transformation sociale, protéger le débat dans des ateliers de réflexion, remonter pour agir et agir pour gagner.

D'emblée, en raison de l'actualité brûlante, la question de l'ouverture du capital d'EDF a été soulevée. Et, au-delà, des analyses exposées par les intervenants : après EDF - pour l'alternative française, le nucléaire, la question d'un tel choix ne se pose pas à court terme, c'est de la responsabilité par la Nation, celle du contrôle de tous les secteurs stratégiques ou d'intérêt général dont il est question dans un échange vif et riche avec Marie-George BUFFET.

Au cours de cette séance qui s'est achevée trop vite ce soir 25 pour un bon nombre de personnes qui n'ont pas pu participer, des propositions ont été faites sur les thèmes de la santé, de l'habitat, des villes, de l'énergie, de la sécurité sociale et de l'éducation, sur la nécessité de donner un NCM de gauche du 26 Mars dernier une perspective vers le futur. Simplicité, légèreté, clarté, aménagement du territoire : des hypothèses de solutions ont été avancées.

Avant que Marie-George BUFFET ne fasse de toutes ces interrogations et suggestions une rapide synthèse - à chaud - et qu'elle échoue à poursuivre le travail collectif de reconstruction à Dieppe comme dans tout le pays, un deuxième rendez-vous le 30 novembre pour un colloque d'évaluation des forums, d'autres appels ont été lancés :

- pour soutenir les travailleurs en lutte sur le port de Dieppe et créer un Comité de développement,
- pour répondre aux initiatives du État social local d'ATTAC en Normandie,
- pour créer un Comité de défense d'EDF et intervenir le dimanche de pétition à cet égard,
- pour continuer à recueillir les signatures contre la hausse des prix des combustibles, des carburants, du gaz,
- pour faire sentir le besoin des lycées et soutenir les programmes de reconstruction de logements sociaux,
- pour participer les 29 et 30 octobre à la fête régionale de l'Humanité au Parc des Capes de Rouen.



L'eau dans l'agglomération rouennaise: être offensif !

Extraits de l'intervention de Dominique Hardy lors de la séance du conseil d'agglo du 12 décembre dernier:



Dominique Hardy
président du groupe communiste au conseil d'agglo de Rouen

Nous sommes aujourd'hui à l'heure des choix concernant le mode de gestion de l'eau pour ce qui concerne les communes du Plateau Est de l'ancien syndicat de Boos. .../... Pourquoi tant de précipitation, pourquoi vouloir à tout prix faire voter notre conseil avant qu'un large débat public, initié par exemple à partir de l'observatoire de l'eau, puisse avoir lieu ?

Sur le résultat de ces négociations les élus communistes, à la commission EAU, à la commission de délégation de service public, ont clairement et très précisément formulé nos remarques et observations.

Une fois cela dit, nous pensons que ce qui domine et qui doit être retenu comme essentiel c'est la baisse du prix de l'eau pour les usagers. Il en va ainsi pour les villes de Bihorel, Bois Guillaume, Canteleu, Mont St Aignan, Notre Dame de Bondeville, Maromme où en 2011 le prix de l'eau aura baissé de 37,8 %.

En 2011 également, l'eau aura baissé de 15,9 % pour Hautot sur Seine, Sahurs et le Val de la Haye et de 18,1 % pour Déville

Pour Bonsecours, Mesnil Esnard, Franqueville St Pierre, Amfreville la Mi Voie, Belbeuf la baisse sera en 2007 de 19,5 %, de 10,5 % pour St Jacques sur Darnétal, St Aubin Epinay, moins 4,8 % en 2008 pour St Léger du Bourg Denis et elle sera de 28,4 % en 2009 pour la commune de Oissel.

Les élus communistes et républicains sont donc pour approuver le résultat de ces négociations et seulement sur ce que je viens de rappeler.

Si ces négociations n'impliquaient pas d'autres éléments pourquoi alors ne pas nous faire délibérer sur ce seul point en y adjoignant la création dans un délai court, d'un observatoire de l'EAU ?

Pourquoi joindre à cette délibération importante pour les usagers, un autre point sur le mode de gestion de l'eau pour les communes du plateau Est. Un contrat d'exploitation de 2 ans faisant suite à la fin en 2007 du contrat de délégation de service public avec la CGE.

Il faut être précis. Il s'agit d'un contrat d'exploitation au privé à la CGE ou à d'autres, après appel d'offre.

Comme le laisse penser fortement Monsieur Silberzahn (expert indépendant chargé d'un rapport sur l'eau et l'agglo), après avoir déconseillé le renouvellement de la délégation de service public il écrit :

"La seconde possibilité consisterait à accroître l'aire de gestion directe de la Régie, ce qui présenterait un avantage: tester la capacité de celle-ci à gérer une aire plus étendue tout en réalisant d'ici 2011 des gains de productivité permettant d'unifier les prix dans les communes concernées sans accroître ceux de l'aire ancienne de la Régie".

Monsieur Silberzahn poursuit:

"Cependant cette hypothèse ne tient pas compte du fait que dans la négociation des avenants, il y a eu peut-être une part de "non dit" : n'a-t-elle pas été rendue possible, à ce niveau de satisfaction pour les usagers, par la perspective que même dans une position différente et il faut bien le dire diminuée, les délégataires actuels pourront continuer à gérer partiellement, serait-ce sous autorité et avec véritable contrôle, leur ancien outil ?"

Il poursuit:

L'hypothèse des contrats d'exploitation, même conclus après appel ouvert à concurrence, ~ bien sûr été évoquée au cours de la négociation. Pour les anciens délégataires, elle a sans doute paru évidente sinon acquise, tant il leur semblait hautement improbable que la Régie ait la capacité, à très court terme, d'assumer l'extension de l'aire de sa gestion directe, que ce soit en terme de moyens humains, techniques ou financiers.

Dans ces conditions, la passation en gestion directe de la première aire libérée d'une délégation de service public ne serait-elle pas de nature à remettre en cause la signature des avenants ?" Fin de citation

Tout est dit. La passation en gestion directe de la première aire libérée d'une délégation de service public ne serait-elle pas de nature à remettre en cause la signature des avenants ?

.../...

Nous sommes favorables à une grande régie publique de l'eau, mais pour autant cela ne signifie pas qu'il faut tout de suite une régie publique à 100%.

Nous refusons que la répartition actuelle 40 % public, 60 % privé soit figée à jamais. Un rééquilibrage en faveur du public dès maintenant montrerait la volonté de notre agglomération de renforcer sensiblement le pôle en gestion directe.

L'action pour donner force à la régie publique ne fait que commencer !

Louise Michel : Mémoires, par elle-même

Un siècle après son décès les Mémoires de Louise Michel paraissent pour la première fois dans leur intégralité. Que l'on connaisse ou non Louise Michel, cette œuvre est une bonne entrée en matière. Si on a tout oublié – ou jamais rien su – de l'histoire de la fin du XIXe siècle, il ne sera pas inutile de se renseigner un peu : actrice des événements, l'auteure ne s'en fait pas l'historienne. « Au fond de toute discipline germe l'anarchie » : la soif de connaissance, de justice et de liberté de Louise Michel (dont on découvre aussi l'espièglerie) a germé dans un monde inique et s'y est déployée malgré la pauvreté, la déportation, la prison, les chagrins.

Il se peut même que ce qui aurait dû la briser n'ait fait qu'affermir son espérance en la révolution, son opiniâtreté à aller au bout de ses idées, nées d'une mise en question systématique. Son aptitude à être libre est sans doute à l'origine de son style, empreint du souffle de son siècle, quoique débarrassé de la pose. Ses Mémoires sont profondément vivantes : Louise Michel écrit sa vie en naviguant au gré de ses souvenirs, de ses convictions.



Louise Michel Mémoires Editions Sulliver Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen

Département/démocratie

Budget 2006 : L'assemblée Départementale a adopté le budget 2006

qui s'élève à 1,7 Milliards d'euros.

Au nom du groupe communiste, Claude Collin a dénoncé le contexte difficile dans lequel ce budget a été préparé, marqué par l'explosion de la demande sociale au moment où se généralise la précarité et l'incertitude du lendemain, et par la diminution des dotations d'Etat aux collectivités (transferts de compétences dus à la "décentralisation" sans moyens, réformes fiscales alourdissant l'injustice, allégeant la contribution des plus riches et reportant les efforts sur les collectivités et les familles modestes. Un seul exemple : avec le blocage de la dernière tranche de l'impôt sur le revenu, le PDG de l'Oréal va économiser l'équivalent de 550 SMIC, celui de Total 235 SMIC !

Le groupe communiste s'est donc félicité de la non-augmentation des taux d'impôts départementaux sur les ménages pour 2006, et de l'augmentation du taux de taxe professionnelle pour rééquilibrer l'effort des uns et des autres.

Le budget 2006 continuera de mettre en œuvre les priorités politiques de la majorité de gauche : en matière d'emploi, Claude Collin et Jean Louis Jegaden se sont félicités de l'inflexion de la politique d'aide aux entreprises, que demandait le groupe communiste : désormais, le Département privilégiera les PME, PMI, TPE (très petites entreprises) et l'artisanat, vers l'emploi durable, vers les Solidarités dans le budget Départemental 2006 soit 40 % du budget global, en matière d'aménagement du territoire, en matière d'égalité des chances, enfin, en matière de qualité de vie.

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ Port du havre

Grutiers

500 agents du port étaient en grève fin 2005 et aucun terminal à conteneurs ne fonctionnait. Les grutiers refusent de perdre leur statuts "port autonome" en travaillant dans les entreprises qui exploiteront le nouveau port

■ Elbeuf

fonderie aluminium de Cléon, Energizer,

Aux-chimique:

500 emplois menacés, les salariés de ces trois entreprises ont manifestés devant la chambre de commerce et d'industrie d'Elbeuf: ils veulent la sauvegarde de leurs emplois!

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur: www.pcf76.fr



N°19

Daté du 02/01/2006

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA :0710 P11480